

No. 28425

**FRANCE
and
POLAND**

**Agreement on the exchange of vocational trainees. Signed at
Auxerre on 29 September 1990**

Authentic texts: French and Polish.

Registered by France on 14 October 1991.

**FRANCE
et
POLOGNE**

**Accord relatif aux échanges de stagiaires professionnels.
Signé à Auxerre le 29 septembre 1990**

Textes authentiques : français et polonais.

Enregistré par la France le 14 octobre 1991.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIF AUX ÉCHANGES DE STAGIAIRES PROFESSIONNELS

le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République de Pologne.

conscients du caractère hautement profitable que présente pour la coopération et la compréhension mutuelle entre les deux Etats le développement de stages de jeunes professionnels venant exercer pendant une durée limitée sur le territoire de l'autre Etat et dans leur spécialité, une activité professionnelle salariée, sont convenus des dispositions ci-après :

ARTICLE 1

Les dispositions du présent accord sont applicables à des ressortissants français ou polonais s'engageant ou déjà engagés dans la vie professionnelle et qui se rendent dans l'autre pays pour améliorer leurs perspectives de carrière, grâce à une expérience de travail salarié dans une entreprise artisanale, agricole, industrielle ou commerciale du pays d'accueil, ainsi que pour approfondir leur connaissance et leur compréhension du pays d'accueil et de sa langue.

Ces ressortissants, ci-après dénommés "stagiaires", sont autorisés à occuper un emploi à plein temps dans les conditions fixées au présent accord, sans que la situation du marché du travail du pays d'accueil, dans la profession dont il s'agit, puisse être prise en considération.

ARTICLE 2

Les stagiaires sont âgés de plus de 18 ans et de moins de 35 ans et doivent être au moins titulaires d'un diplôme d'enseignement professionnel et avoir un niveau de connaissance de la langue du pays d'accueil correspondant à la qualification requise pour l'emploi offert par ce pays.

ARTICLE 3

La durée autorisée du stage est en principe d'une année et peut faire l'objet d'une seule prolongation d'une durée de 6 mois chez le même employeur.

¹ Entré en vigueur le 14 mai 1991, date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément à l'article 10.

Avant de quitter leur pays, les stagiaires français et polonais doivent s'engager à ne pas poursuivre leur séjour dans le pays d'accueil à l'expiration de la période autorisée, ni à prendre un emploi autre que celui qui est prévu aux termes des conditions de leur entrée dans le pays d'accueil, sauf cas de force majeure vérifiée par les institutions dudit pays.

ARTICLE 4

1 - Le nombre de stagiaires français et polonais admis de part et d'autre chaque année ne devra pas dépasser 1000 par an.

2 - Ce chiffre sera indépendant du nombre de stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent accord. Il s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées auront été accordées et pendant lesquelles elles auront été utilisées.

3 - Si le contingent défini à l'alinéa 1 du présent article n'était pas atteint au cours de l'année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Le décompte des stagiaires bénéficiaires du présent accord s'effectue chaque année du 1er janvier au 31 décembre. Tout nouvel accord portant sur la modification du contingent prévu à l'alinéa 1 du présent article devra, pour entrer en vigueur l'année suivante, être intervenu avant le 1er décembre sous la forme d'un échange de lettres.

ARTICLE 5

Les stagiaires reçoivent une rémunération suffisante pour couvrir leurs frais de séjour, dont le montant est au moins équivalent à celui qui est versé aux ressortissants du pays d'accueil travaillant dans les mêmes conditions.

Les stagiaires jouissent de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays d'accueil pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant l'hygiène et les conditions de travail. Ils sont tenus ainsi que leurs employeurs, de se conformer à la législation en vigueur dans le pays d'accueil en matière de sécurité sociale. Sauf dispositions contraires, les frais de voyage et d'hébergement ne sont pas à la charge des entreprises employeurs.

ARTICLE 6

Les stagiaires qui désirent bénéficier des dispositions du présent accord devront en faire la demande à l'autorité chargée dans leur Etat de présenter les demandes des stagiaires. Ils devront donner dans leur demande, toutes les indications nécessaires sur les diplômes obtenus ainsi que sur le métier ou la profession exercée et faire connaître également l'établissement artisanal, agricole, industriel ou commercial pour lequel ils sollicitent l'autorisation d'emploi.

Il appartiendra à ladite autorité d'examiner cette demande et de la transmettre le cas échéant à l'autorité de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et, le cas échéant, de la répartition par type de profession ou activités à laquelle elle a pu elle-même procéder.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans les plus courts délais.

ARTICLE 7

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence, et pour que les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée et du séjour des stagiaires soient rapidement aplanies.

ARTICLE 8

Chacun des deux gouvernements fera connaître à l'autre gouvernement dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent accord, le ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Ces autorités pourront convenir par la suite des modalités pratiques de leur intervention et des liaisons techniques à établir entre elles.

ARTICLE 9

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 ans et renouvelable ensuite par tacite reconduction pour une nouvelle année à moins qu'il ne soit dénoncé par une des parties, au plus tard trois mois avant le début de l'année suivante.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent accord resteront valables pour la durée pour laquelle elles auront été accordées.

Au plus tard, avant la fin du 1er semestre de la 3ème année d'application du présent accord, les deux gouvernements se réuniront en commission mixte, aux fins d'établir un bilan de son fonctionnement et d'en tirer les conclusions pertinentes.

ARTICLE 10

Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet le jour de la réception de la dernière notification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement, ont signé le présent accord.

Fait à Auxerre le **29 SEP. 1990**
en double exemplaire original, un en langue française, l'autre en
langue polonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle,

[*Signé*]

JEAN-PIERRE SOISSON

Pour le Gouvernement
de la République de Pologne :

Le Ministre du Travail
et de la Politique Sociale,

[*Signé*]

JACEK KURON

[POLISH TEXT — TEXTE POLONAIS]

UMOWA MIĘDZY RZĄDEM REPUBLIKI FRANCUSKIEJ I RZĄDEM
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ W SPRAWIE WYMIANY STA-
ŻÓW ZAWODOWYCH

Rząd Republiki Francuskiej

,

i

Rząd Rzeczypospolitej Polskiej

Świadome istotnych korzyści dla współpracy i wzajemnego zrozumienia między obydwojma Państwami, płynących z upowszechniania stażów zawodowych dla młodych osób, przybywających na terytorium drugiego Państwa w celu wykonywania za wynagrodzeniem, przez czas określony, pracy zawodowej w swojej specjalności, postanawiają, co następuje:

Artykuł 1

Postanowienia niniejszej Umowy stosuje się do obywateli francuskich i polskich rozpoczynających prace lub już pracujących zawodowo, udających się do drugiego Państwa w celu poszerzenia perspektyw zawodowych, dzięki doświadczeniu zdobywanemu w pracy zarobkowej w zakładzie rzemieślniczym, rolniczym, przemysłowym lub handlowym Państwa przyjmującego oraz pogłębienia znajomości i zrozumienia kraju przyjmującego i jego języka. Obywatele ci, zwani dalej "stażystami", mają prawo do zatrudnienia w pełnym wymiarze godzin, na warunkach określonych w niniejszej Umowie, bez względu na sytuację na rynku pracy kraju przyjmującego i w danym zawodzie.

Artykuł 2

Stażysty powinni mieć ukończone 18 lat i nie przekroczone 35 lat, posiadać co najmniej świadectwo ukończenia szkoły

zawodowej, a ich poziom znajomości języka kraju przyjmującego powinien odpowiadać wymaganiom niezbędnym dla wykonywania pracy oferowanej przez dany kraj.

Artykuł 3

Dopuszczalny czas trwania stażu wynosi w zasadzie jeden rok i może być przedłużony tylko o 6 miesięcy u tego samego pracodawcy. Przed wyjazdem ze swego kraju stażyści francuscy i polscy muszą zobowiązać się, że nie przedłużą pobytu w kraju przyjmującym po upływie okresu, na który mieli zezwolenie, ani nie podejmą innego zatrudnienia niż to, które zostało przewidziane w warunkach ich przyjazdu do kraju przyjmującego, z wyłączeniem przypadków siły wyższej, sprawdzonej przez instytucje tego kraju.

Artykuł 4

1. Liczba stażystów francuskich i polskich przyjmowanych przez każdą ze Stron nie może przekroczyć 1.000 osób rocznie.
2. Liczba ta jest niezależna od liczby stażystów jednego Państwa przebywających już na terytorium drugiego Państwa na mocy niniejszej Umowy. Będzie ona wiążąca bez względu na okres, na jaki wydawane zezwolenia będą przyznane i w jakim będą wykorzystane.
3. W przypadku, gdy liczba stażystów jednego Państwa, określona w ustępie 1 niniejszego artykułu, nie byłaby osiągnięta w danym roku, Państwo to nie będzie mogło ograniczyć liczby zezwoleń przewidzianych dla stażystów drugiego Państwa, ani przenieść na rok następny niewykorzystanej liczby stażów.

Rozliczenie liczby stażystów wyjeżdżających na mocy niniejszej Umowy dokonuje się dla każdego roku za okres od 1 stycznia do 31 grudnia. Jakiegokolwiek nowe porozumienie, zmieniające liczbę przewidzianą w ustępie 1 niniejszego artykułu, może wejść w życie w roku następnym, o ile zostanie zawarte przed 1 grudnia w formie wymiany listów.

Artykuł 5

Stażysci otrzymają wynagrodzenie niezbędne do pokrycia kosztów pobytu, w wysokości co najmniej odpowiadającej wynagrodzeniu wypłacanemu obywatelom Państwa przyjmującego, pracującym na tych samych warunkach.

Stażysci korzystają z zasady równości traktowania z obywatelami Państwa przyjmującego w zakresie przepisów prawa, regulaminów i zwyczajów dotyczących higieny i warunków pracy. Są oni zobowiązani podobnie, jak ich pracodawcy, do przestrzegania ustawodawstwa obowiązującego w kraju przyjmującym w zakresie ubezpieczeń społecznych.

Jeżeli nie postanowiono inaczej koszty podróży i zakwaterowania nie będą ponoszone przez przedsiębiorstwa zatrudniające.

Artykuł 6

Stażysci, którzy pragną skorzystać z wymiany w ramach niniejszej Umowy, składają wniosek do właściwego organu swojego Państwa, zajmującego się organizacją stażów. We wniosku tym powinni podać wszystkie niezbędne informacje dotyczące posiadanych dyplomów oraz zawodu wyuczonego i wykonywanego, a także wskazać zakład rzemieślniczy, rolniczy, przemysłowy lub handlowy, w którym chcieliby uzyskać zezwolenie na pracę.

Do obowiązków powyższych organów należy rozpatrywanie wniosków i ewentualne ich przekazanie organom drugiego Państwa, uwzględniając roczny limit, do którego mają prawo, a także ewentualną klasyfikację wniosków według zawodu lub działalności.

Odpowiednie organy obydwu Państw uczynią wszystko, co leży w ich mocy, aby rozpatrywać wnioski w jak najkrótszym terminie.

Artykuł 7

Odpowiednie organy dołożą wszelkich wysiłków, aby decyzje władz administracyjnych dotyczące wjazdu i pobytu zakwalifikowanych stażystów zapadały w trybie pilnym i aby ewentualnie powstałe trudności, dotyczące wjazdu i pobytu stażystów były szybko usuwane.

Artykuł 8

Każdy z Rządów przedstawi drugiemu Rzadowi najpóźniej w miesiąc po wejściu w życie niniejszej Umowy kompetentne organy, którym powierzono przyjmowanie wniosków swoich obywateli oraz rozpatrywanie wniosków drugiego Państwa. Organy te ustalą następnie praktyczne sposoby postępowania i porozumiewania się.

Artykuł 9

Niniejsza Umowa zawarta jest na okres 3 lat i jest odnawialna za milczącym przedłużeniem na następny rok, o ile nie zostanie wcześniej wypowiedziana przez jedną ze Stron, najpóźniej na trzy miesiące przed początkiem kolejnego roku.

W przypadku wypowiedzenia, zezwolenia wydane na mocy niniejszej Umowy pozostają ważne przez okres, na który zostały przyznane.

Najpóźniej przed końcem pierwszego półrocza trzeciego roku obowiązywania niniejszej Umowy, Rządy spotkają się w ramach Komisji Mieszanej, w celu dokonania podsumowania współpracy i wyciągnięcia odpowiednich wniosków.

Każde z Państw notyfikuje drugiemu dopełnienie procedur wymaganych dla wejścia w życie niniejszej Umowy. Umowa wejdzie w życie z dniem otrzymania ostatniej notyfikacji.

Na dowód czego niżej podpisani, należycie upoważnieni przez swoje Rządy, podpisali niniejszą Umowę.

Umowę niniejszą sporządzono w Auxerre, dnia września 1990 roku w dwóch oryginalnych egzemplarzach w językach francuskim i polskim , przy czym obydwie teksty posiadają jednakową moc.

Za Rząd
Republiki Francuskiej:
Minister Pracy, Zatrudnienia
i Szkolenia Zawodowego,
[Signed — Signé]
JEAN-PIERRE SOISSON

Za Rząd
Rzeczypospolitej Polskiej:
Minister Pracy i Polityki Socjalnej,
[Signed — Signé]
JACEK KURON

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
POLAND ON THE EXCHANGE OF VOCATIONAL TRAINEES

The Government of the French Republic and
The Government of the Republic of Poland,

Conscious of the fact that the development of periods of training for young vocational workers who enter the territory of the other State for a limited period to practise their speciality, a salaried vocational activity is highly beneficial to mutual understanding and cooperation between the two States, have agreed as follows:

Article 1

The provisions of this Agreement shall apply to French or Polish nationals who are starting or have started their careers and who are entering the other country in order to improve their career prospects as a result of their experience of salaried employment in a craft, agricultural, industrial or commercial enterprise in the host country, and to deepen their knowledge and understanding of the host country and its language.

Such nationals, hereinafter referred to as “trainees”, shall be authorized to hold employment on a full-time basis under the conditions laid down in this Agreement, without regard to the state of the labour market in the receiving country in the occupation in question.

Article 2

The trainees shall be over 18 and under 35 years of age, should hold at least a vocational training diploma and should have a level of knowledge of the language of the host country corresponding to the qualifications required for employment in that country.

Article 3

Permits to work shall be granted for one year and may be extended, once only, for six months for work with the same employer.

Before leaving their country, French and Polish trainees shall undertake not to remain in the host country after the expiration of their work permit, or to accept any employment other than that specified under the terms of the conditions of their entry into the host country, except in the case of *force majeure* verified by the authorities of that country.

Article 4

1. The number of French and Polish trainees admitted by either Party each year shall not exceed 1,000.

¹ Came into force on 14 May 1991, the date of the receipt of the last of the notifications by which the Parties informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 10.

2. This figure shall be independent of the number of trainees from either of the two States who are already residing in the territory of the other State under this Agreement. It shall apply irrespective of the length of time for which the permits are granted and the period during which they may be used.

3. If the quota specified in paragraph 1 of this article is not exhausted in the course of the year by trainees from either of the two States, it may not be used to reduce the number of permits granted to trainees of the other State nor may the unused remainder of the quota be carried over into the following year.

The breakdown of trainees benefiting from this Agreement each year shall be based on the period 1 January to 31 December. Any new agreement seeking to change the quota specified in paragraph 1 of this article must, if it is to enter into force the following year, be agreed before 1 December through an exchange of letters.

Article 5

Trainees shall receive sufficient remuneration to cover their expenses during their stay, the amount of the remuneration being at least equivalent to that paid to nationals of the host country working in the same conditions.

Trainees shall enjoy the same treatment as nationals of the host country in all matters relating to the application of laws, regulations and practices governing health and working conditions. They and their employers shall comply with the social security legislation in force in the host country. Unless otherwise stipulated, the employing enterprises shall not be responsible for travel costs and costs of accommodation.

Article 6

Trainees wishing to take advantage of the arrangements provided for in this Agreement shall apply to the agency in their State responsible for submitting trainee applications. In their applications they shall provide all pertinent information regarding the diplomas they have obtained, as well as information regarding their occupation or profession and indicating the craft, agricultural, industrial or commercial establishment for which they are seeking the work permit.

The agency shall consider the application and shall transmit it, if appropriate, to the agency of the other State, taking into account the annual quota and, if appropriate, the distribution of trainees by occupation or activity which the agency itself might have determined.

The competent authorities of both States shall do everything in their power to ensure the processing of applications within the shortest possible time.

Article 7

The competent authorities shall make every effort to ensure that the administrative authorities take their decisions concerning the entry and residence of trainees who have been accepted within the shortest possible time, and to ensure that any difficulties that might arise in connection with the entry and residence of trainees are resolved quickly.

Article 8

Each of the two Governments shall inform the other Government in the month following the entry into force of this Agreement, which authority or authorities will be responsible for collecting applications from its own nationals and for processing the applications of nationals of the other State.

Those authorities may agree subsequently on the practical modalities for their action and for the technical liaison to be established between them.

Article 9

This Agreement shall be concluded for a period of three years and shall be automatically renewable thereafter from year to year, unless it is denounced by one of the Parties no later than three months before the beginning of the following year.

However, in the event of its denunciation, permits granted under this Agreement shall remain valid during the period for which they were issued.

No later than the end of the first half of the third year that this Agreement is in force, the two Governments shall meet in a mixed commission to assess the functioning of the Agreement and to draw the pertinent conclusions therefrom.

Article 10

Each State shall notify the other of the completion of the procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the date of receipt of the last such notification.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their Governments, have signed and sealed this Agreement.

DONE at Auxerre on 29 September 1990, in two original copies, in the French and Polish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

JEAN-PIERRE SOISSON
Minister of Labour, Employment
and Vocational Training

For the Government
of the Republic of Poland:

JACEK KURON
Minister of Labour
and Social Policy
